



FAITS MARQUANTS DE VARSOVIE:

MARDI 12 NOVEMBRE 2013

Le matin, la plénière d'ouverture de l'ADP a eu lieu. Tout au long de la journée, un certain nombre de groupes de contact, de consultations informelles, d'ateliers et d'autres événements ont eu lieu dans le cadre du SBI, du SBSTA et de l'ADP. Ceux-ci comprenaient, entre autres: un atelier sur l'agriculture au cours de la session du SBSTA; un atelier sur le genre et les changements climatiques au cours de la session du SBI; un atelier sur la coopération dans le domaine des stratégies de riposte au cours du forum sur les mesures de riposte; la deuxième réunion du dialogue structuré entre experts sur l'examen de la période 2013-2015; une réunion d'information de l'ADP proposant un aperçu des institutions, des mécanismes et des arrangements en vertu de la Convention; et un groupe de contact sur les pertes et dommages.

ADP

MISE EN ŒUVRE DE TOUS LES ÉLÉMENTS DE LA DÉCISION 1/CP.17: Ouvrant la troisième partie de l'ADP 2, le Co-Président Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago) a souligné que, d'ici la fin de la Conférence de Varsovie, la moitié de la durée de vie de l'ADP se sera écoulée. Il a plaidé pour un projet de texte de négociation d'ici décembre 2014 et un texte de négociation d'ici mai 2015. Il a attiré l'attention sur la note des Co-Présidents sur l'organisation du travail (ADP.2013.16. InformalNote) et s'est félicité des soumissions des Parties. Il a expliqué que le travail de l'ADP bénéficiera également de documents techniques sur l'adaptation (FCCC/TP/2013/10) et sur les ambitions pré-2020 (FCCC/TP/2013/8 et Add.s 1&2).

Concernant le secteur d'activité 1 (accord de 2015), le Co-Président Kumarsingh a déclaré que les Parties sont prêtes à « changer de vitesse » en allant de l'avant, et non l'inverse, et à définir le contenu et les éléments de l'accord de 2015. Concernant le secteur d'activité 2 (niveau d'ambition à prévoir avant 2020), il a appelé à une compréhension commune des résultats concrets à Varsovie.

Il a expliqué que des consultations ouvertes, animées par les questions des Co-Présidents, auront lieu dans un cadre de plénière, exprimant l'espoir que ce cadre plus formel permettra un échange dynamique, transparent et inclusif. Les Co-Présidents consulteront également les Parties sur la nécessité de poursuivre les sessions en 2014, en plus des trois sessions déjà convenues.

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE:

Les Fidji ont souligné, au nom du G-77/CHINE, les principes de la Convention et la nécessité d'éviter leur réinterprétation. Le délégué a plaidé pour un résultat juste, ambitieux et équitable en vertu de la Convention, conformément à ses principes, qui comprendrait l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre. Le Swaziland, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné la nécessité d'un objectif mondial sur l'adaptation.

L'UE a plaidé pour des progrès sur les éléments de fond du nouvel accord et pour fixer un calendrier pour les réaliser. En ce qui concerne le secteur d'activité 2, le délégué a demandé: des options spécifiques avec des résultats tangibles; de nouveaux engagements et la mise en œuvre de ceux existants; et la multiplication des mesures dans des domaines présentant un potentiel d'atténuation élevé, y compris les HFC. L'Australie a souligné, au nom du GROUPE DE COORDINATION, la nécessité de créer une dynamique pour obtenir un accord efficace, toutes les Parties contribuant « au mieux de leurs capacités »; et l'importance de jeter les bases pour construire les éléments d'un texte de négociation. Concernant le secteur d'activité 2, le délégué a encouragé les pays qui n'ont pas encore soumis leur engagement, y compris 20 des 50 plus grands émetteurs, de le faire.

La Suisse, au nom du GIE, a appelé à une décision sur les éléments, la structure et la portée du nouvel accord. Le délégué a souligné la nécessité de renforcer la coopération internationale, y compris en envoyant un signal clair au Protocole de Montréal pour éliminer les HFC.

Nauru a souligné, au nom de l'AOSIS, sa proposition sur les possibilités d'atténuation et les stratégies pour surmonter les obstacles à leur mise en œuvre plus large. S'opposant à un régime constitué d'engagements et d'examen non contraignants, le Népal a suggéré, au nom des PMA, deux groupes de contact pour chaque secteur d'activité; a appelé les délégués à explorer une gamme d'options pour relever le niveau d'ambition pré-2020; et a instamment demandé la prise en compte des résultats de la mise en œuvre de l'AWG-LCA pour la période 2013-2020, en particulier en ce qui concerne le financement.

La Chine, s'exprimant au nom de BASIC, a salué la proposition brésilienne à savoir que le GIEC élabore une méthodologie de référence sur les responsabilités historiques. Le Chili, pour l'AILAC, a instamment demandé l'établissement de ponts entre les diverses réalités, capacités et responsabilités entre



les pays, et s'est déclaré prêt à « plonger plus profondément » dans la définition des éléments de l'accord de 2015, en particulier sur l'adaptation, le financement et la transparence des mesures et du soutien.

Le Venezuela a souligné, pour les LMDC, que « l'applicabilité à tous » ne veut pas dire uniformité de l'application et a déclaré que le fait de rehausser l'ambition des pays relevant de l'Annexe I en 2014 est crucial pour atteindre le succès en vertu du secteur d'activité 1. L'Arabie saoudite, s'exprimant au nom du GROUPE ARABE, a appelé à : des engagements clairs de la part des pays développés en tenant compte des principes de responsabilités communes mais différenciées et d'équité et de justice dans le partage des ressources atmosphériques; la ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto; et l'opérationnalisation du FVC et du CET.

La Bolivie, s'exprimant au nom de l'ALBA, a souligné que « le climat n'est pas une occasion d'affaires lucratives » et a mis en garde contre le transfert des obligations des pays développés aux pays en développement par le biais des prêts bancaires, des marchés du carbone, des assurances de risque et des investissements privés. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, s'exprimant au nom de la COALITION DES NATIONS ABRITANT DES FORÊTS TROPICALES HUMIDES, a appelé à un soutien financier et technique nouveau et supplémentaire pour la mise en œuvre des activités de la REDD+, qui serait accompagnée d'une nouvelle architecture de gouvernance.

Le Panama a soutenu, au nom du SICA, entre autres, une feuille de route pour des financements publics durables et prévisibles complétés par des financements du secteur privé; un mécanisme solide de contrôle et de surveillance en ce qui concerne le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités; et un accès simplifié aux institutions existantes.

Le PÉROU a appelé à des objectifs plus ambitieux et une feuille de route claire pour l'accord de 2015, avec des réunions supplémentaires avant la CdP 20. Il a souligné l'importance de négocier un accord qui est politiquement réalisable et durable, et a instamment demandé un accord sur les critères d'évaluation des aides passées et présentes.

Les BINGO ont souligné l'importance d'impliquer les entreprises dans le processus de l'ADP, notant que l'innovation et l'investissement dépendent de règles claires et de marchés forts. Le CAN a appelé à un ensemble commun d'indicateurs d'équité pour évaluer les futurs engagements des Parties. CLIMATE JUSTICE NOW! a instamment prié les gouvernements à prendre des mesures plus ambitieuses fondées sur l'équité. Les PEUPLES AUTOCHTONES ont appelé à une approche fondée sur les droits de l'homme, soulignant la nécessité d'une pleine participation des peuples autochtones à tous les niveaux. La FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL ET CONGRÈS DES ORGANISATIONS INDUSTRIELLES a indiqué que le nouvel accord doit inclure un soutien suffisant pour faire face aux impacts des changements climatiques, et des règles strictes en matière de comptabilité et de conformité. Les FEMMES ET GENRES ont instamment demandé l'abandon d'un paradigme axé sur le profit, et ont appelé à des mesures qui : sont basées sur la science; sont responsables en matière de genre; et reflètent une approche fondée sur les droits de l'homme. YOUNGO a souligné que le principe de l'équité intergénérationnelle doit être au cœur de l'ADP.

VUE D'ENSEMBLE DES INSTITUTIONS, DES MÉCANISMES ET DES DISPOSITIFS EN VERTU DE LA CONVENTION: En après-midi, l'ADP s'est réuni pour examiner un aperçu des institutions, des mécanismes et des dispositifs en vertu de la Convention. Le Co-Président Runge-Metzger a identifié l'état d'avancement de la Convention comme « un point de départ naturel » des discussions au titre des deux secteurs d'activité de l'ADP. Le Secrétariat a présenté un aperçu (FCCC/ADP/2013/INF.2), signalant une interface en ligne pour consultation future.

Déplorant que les aspects critiques de la REDD+ aient été laissés de côté, le BRÉSIL a demandé que le document et la plate-forme en ligne soient modifiés pour refléter le contexte d'un soutien adéquat et prévisible de la part des pays développés et des travaux en cours sur le financement de la REDD+. Le délégué des PHILIPPINES a souligné la nécessité de s'attaquer à la crise du financement de l'adaptation, et a appelé à un financement prévisible, adéquat et durable pour faire fonctionner les institutions existantes. L'IRAN a souligné le principe de responsabilités communes mais différenciées.

La CHINE a souligné l'examen et la mise en œuvre des engagements pris par les Parties à l'Annexe I au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole et a appelé à des efforts d'atténuation comparables par les Parties visées à l'Annexe I n'ayant actuellement pas d'engagements au titre du Protocole. Le NÉPAL a appelé à tirer profit du FVC et à assurer que toutes les fonctionnalités des MAAN soient mises en activité grâce à un soutien accordé aux pays en développement.

L'UE a suggéré d'examiner les institutions existantes sur l'adaptation, l'atténuation, le financement et la technologie, afin d'évaluer leur adéquation ou d'identifier les lacunes à combler pour fournir les éléments essentiels de l'accord de 2015. Soulignant un mécanisme financier sans ressources suffisantes et sans certitude comme un problème structurel, ANTIGUA-ET-BARBUDA a recommandé que tout futur mécanisme financier soit créé sous l'égide de la Convention de sorte qu'il soit sujet à révision. La déléguée a mis en garde contre une inversion du principe de pollueur-payeur au moyen de prêts des pays développés vers les pays en développement en matière d'adaptation et d'atténuation.

La PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE a plaidé pour clarifier ce que constitue un financement d'activité relative au climat, exprimant sa préoccupation que des sommes importantes soient canalisées vers le secteur privé ou qu'elles relèvent de l'aide publique au développement. Appelant à un moyen pratique d'aborder le transfert de technologie, l'INDE a déploré que les DPI soient « transformés en un tabou » dans le cadre de la CCNUCC. NAURU a appelé les pays développés à : élever le niveau d'ambition en utilisant le mécanisme relatif à l'ambition; aider des pays en développement à concevoir, à préparer et à mettre en œuvre leurs MAAN; et capitaliser sur le potentiel d'atténuation que représentent l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

SBSTA

ATELIER SUR L'AGRICULTURE: Au cours de la matinée, un atelier du SBSTA sur l'agriculture a eu lieu pendant la session, modéré par Hans Åke Nilsagård (Suède) et Selam Kidane Abebe (Éthiopie). Le Président du SBSTA Muyungi

a ouvert l'atelier, signalant les consultations qu'il mène actuellement sur la création d'un groupe de contact du SBSTA sur l'agriculture.

Le GIEC a présenté sur les divers impacts des changements climatiques sur l'agriculture en expliquant que le secteur est vulnérable aux phénomènes climatiques extrêmes, avec des implications pour la sécurité alimentaire. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE a discuté des défis, des opportunités et des réussites rencontrés dans la mise en œuvre pratique des mesures d'adaptation et dans l'identification des bénéfices partagés de l'adaptation dans le domaine de l'agriculture.

Au cours du débat, la SUISSE et l'INDE ont partagé leurs expériences sur l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. Le JAPON et la COLOMBIE ont abordé les pratiques et les approches en matière d'adaptation dans le domaine de l'agriculture. L'UE et le Malawi, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAIN, ont souligné les connaissances scientifiques comme un moyen pour améliorer les efforts d'adaptation, tout en favorisant la productivité agricole.

Au cours de la discussion qui a suivi, l'Égypte, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, a souligné que la prise en compte de l'agriculture par le SBSTA doit se concentrer sur l'adaptation, et s'est dite favorable à ce que cette question soit examinée plus en profondeur par la SBSTA 40. Parmi plusieurs questions clés pour l'adaptation dans le secteur agricole, le délégué a identifié les pertes et dommages comme une question « cruciale ».

Plusieurs pays en développement, notamment le VIET NAM, le SRI LANKA, l'ARGENTINE et la THAÏLANDE, ont souligné la vulnérabilité de leurs secteurs agricoles aux fluctuations climatiques, y compris: la baisse des rendements; l'augmentation des incidents de ravageurs et de maladies; les sécheresses; et les moyens de subsistance menacés des populations rurales qui dépendent de l'agriculture. La Gambie, s'exprimant au nom des PMA, et l'Égypte, s'exprimant au nom du G-77/CHINE, et plusieurs autres pays en développement ont demandé des financements et le transfert de technologies pour faciliter les efforts d'adaptation au niveau local et inclure l'agriculture dans les PAN.

L'AUSTRALIE a noté les défis communs rencontrés par de nombreux pays agricoles, malgré des circonstances nationales variées. Le BRÉSIL a souligné que l'agriculture tropicale est plus vulnérable, et a souligné la nécessité de mettre l'accent sur l'adaptation, et non sur les bénéfices partagés. Le délégué a suggéré d'établir une plate-forme de collecte d'information.

Les ÉTATS-UNIS ont identifié la gestion des connaissances, le renforcement des capacités et le transfert de technologies comme des points communs. Le CANADA a noté que de nombreux pays ont mentionné les approches localement appropriées et la nécessité d'accroître la résilience. La CHINE a souligné la sécurité alimentaire comme une priorité et a appelé à des travaux sur cette question de façon à maintenir la conformité avec les principes de la Convention, en particulier les responsabilités communes mais différenciées.

Le Secrétariat élaborera un rapport de l'atelier pour la SBSTA 40, et les consultations informelles sur l'opportunité de convoquer un groupe de contact se poursuivront.

DIALOGUE STRUCTURÉ ENTRE EXPERTS SUR L'EXAMEN DE LA PÉRIODE 2013-2015: Le deuxième dialogue structuré entre experts sur l'examen de la période 2013-2015 de l'adéquation de l'objectif global à long terme et sur

l'ensemble des progrès réalisés en vue de le réaliser a eu lieu dans l'après-midi, co-animé par Andreas Fischlin (Suisse) et Zou Ji (Chine).

Thomas Stocker, du GIEC, a présenté les principales conclusions de la contribution du GTI du GIEC au RE5, en soulignant que: le réchauffement du système climatique est sans équivoque; l'influence humaine sur le système climatique est claire; et la limitation des changements climatiques exigera des réductions substantielles et soutenues de GES. Les discussions ont porté sur: les projections concernant l'élévation du niveau de la mer; les impacts d'un réchauffement de 2 °C sur les petites îles; la fiabilité des projections; et l'évaluation des modèles climatiques.

Detlef van Vuuren, du Consortium pour la modélisation d'évaluation intégrée, a fait une présentation sur les profils représentatifs d'évolution de concentration (RCP), notant que les scénarios d'émissions ne comprennent que les scénarios de référence et ne couvrent pas la politique climatique. Jonathan Gregory, du GIEC, a décrit les causes de l'élévation du niveau moyen mondial de la mer, en soulignant la relation non linéaire entre l'évolution des émissions et l'élévation du niveau des mers. Krishna Kumar Kanikicharla, du GIEC, a présenté sur les changements régionaux, en se centrant sur les jours secs, les moussons, la variabilité des oscillations australes El Niño, et les cyclones tropicaux.

Au cours de la discussion, les parties ont posé des questions concernant, entre autres: l'estimation des niveaux d'émissions préindustriels; la prévision des seuils; l'évaluation de la faisabilité de la RCP 2.6; la prévision des événements météorologiques extrêmes selon divers scénarios; l'identification des cibles autres que la température; et l'inclusion des coûts d'adaptation dans l'objectif mondial à long terme.

ATELIER EN COURS DE FORUM DU FORUM SUR LES MESURES DE RIPOSTE: L'atelier en cours de session a été co-animé par le Président du SBSTA, Richard Muyungi, et le Président du SBI, Thomasz Chruszczow.

Un consultant de la CCNUCC a présenté un aperçu des travaux du forum, notant que les Parties ont exprimé leur satisfaction concernant le forum, pris comme un lieu pour discuter de l'impact des mesures de riposte.

Le G-77/CHINE a souligné que la coopération dans le domaine des stratégies de riposte doit être considérée dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, conformément aux principes et dispositions de la Convention. La déléguée a signalé le forum comme une bonne plateforme pour faciliter et renforcer la coopération. L'ARABIE SAOUDITE a souligné l'importance de la coopération, identifié les questions que les Parties peuvent explorer, et a souligné que les travaux du forum ne font que commencer et devraient se poursuivre. Le KOWEÏT a signalé le forum comme le bon endroit pour faire rapport sur l'impact des mesures de riposte, en soulignant que cette question devrait également être abordée dans les communications nationales.

Le PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT a mis en évidence un programme qui aide les pays en développement à entreprendre des mesures d'atténuation. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL a souligné l'importance du travail décent et des emplois verts. La CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE a souligné la coopération sur les stratégies de riposte. Le CENTRE INTERNATIONAL DU COMMERCE

ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE a présenté un exposé sur les changements climatiques et le commerce, en affirmant que les mesures de riposte doivent être le résultat de la coopération. Le SOUTH CENTRE a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les Parties visées à l'Annexe I et les Parties non visées à l'Annexe I.

SBI

PERTES ET DOMMAGES: Le groupe de contact sur les pertes et dommages s'est réuni dans l'après-midi. Attirant l'attention sur les soumissions du G-77/Chine, l'UE et la Norvège, le Co-Président Robert Van Lierop (Saint-Kitts-et-Nevis) a invité les Parties à un échange de points de vue sur le mandat de Doha et l'organisation des travaux à Varsovie.

Le G-77/CHINE, appuyé par l'AOSIS, les PMA, le GROUPE AFRICAÏN et d'autres, a appelé à des discussions textuelles sur la base de sa présentation récente, et a souligné la nécessité d'un système pour traiter les pertes et dommages à la place d'une approche humanitaire ad hoc. L'AOSIS, les PMA, le GROUPE AFRICAÏN et d'autres ont instamment demandé une discussion sur les fonctions et les modalités. Le délégué des PHILIPPINES a plaidé pour la mobilisation de ressources pour le FVC.

Les ÉTATS-UNIS ont proposé d'examiner les mesures de riposte à l'intérieur et à l'extérieur de la CCNUCC. L'UE a déclaré que les arrangements institutionnels devraient s'appuyer sur les organes de la Convention et a appelé à l'engagement de toutes les parties prenantes concernées. La NORVÈGE a souligné le développement des connaissances, la coordination et l'action et le soutien comme des éléments composant les arrangements institutionnels. La SUISSE a souligné la nécessité d'un terrain d'entente sur les fonctions des arrangements institutionnels. La NOUVELLE-ZÉLANDE a identifié les pertes et dommages dans le cadre d'un continuum qui privilégie l'atténuation et l'adaptation en premier lieu, et a souligné les solutions existantes pour remédier aux pertes et dommages. Des consultations informelles se tiendront.

ATELIER SUR LES GENRES ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Dans l'après-midi, un atelier du SBI en cours de session sur les genres et les changements climatiques a eu lieu, co-animé par Lilian Portillo (Paraguay) et Georg Børsting (Norvège), et modéré par Jane Chigyal (États fédérés de Micronésie).

Les délégués ont entendu un rapport du Secrétariat sur la composition par sexe des organes et des délégations à la CCNUCC; et sur les travaux du Groupe de travail collectif sur la Décision sur le genre de la CdP 18, y compris une analyse des observations des Parties et des observateurs.

Les délégués participant à une table ronde sur l'équilibre entre les sexes dans le processus de la CCNUCC ont partagé les expériences d'une union parlementaire, de gouvernements nationaux et du système des Nations Unies, en soulignant: la création d'espaces pour les femmes; les sanctions créatives; assurer l'acceptation de tous; les quotas; le financement régulier et la formation pour les délégués des pays en développement; et des environnements favorables créés par des femmes dirigeantes. Les participants ont également appelé à des progrès vers la mise en œuvre de la Décision 23/CP.18 (équilibre entre les sexes et participation des femmes), y compris à travers un calendrier concret d'actions et un fonds mondial destiné à soutenir les femmes déléguées.

La deuxième table ronde a examiné les activités de renforcement des capacités visant à promouvoir une plus grande participation des femmes dans le processus de la CCNUCC. Les conférenciers ont souligné l'importance: de l'institutionnalisation du renforcement des capacités et de la formation; le renforcement adapté des capacités; le développement de compétences analytiques; la communication; et les mécanismes de surveillance et d'établissement de rapports. Un panéliste a appelé à: un cadre pour la poursuite de la coopération; une feuille de route pour fixer des priorités; un calendrier et des objectifs; et un programme de formation permanente.

Un troisième groupe a abordé la question des politiques climatiques non sexistes.

Au cours des débats, les ÉMIRATS ARABES UNIS ont plaidé pour la poursuite des ateliers et des événements en cours de session. L'ISLANDE a fait remarquer que l'équilibre des sexes n'est qu'un aspect de l'égalité des sexes. L'OUGANDA a proposé l'établissement de cadres institutionnalisés permettant de présenter rapport sur les genres dans le contexte des changements climatiques, et l'incorporation des rapports de genre dans les communications nationales. L'UE a appelé à des ateliers sur le thème du genre dans le cadre du SBI sur, entre autres, l'atténuation, l'adaptation, la technologie et le financement.

DANS LES COULOIRS

Mardi, le Stade national de Varsovie grouillait alors que les délégués bourdonnaient autour des halls au cours de ce qu'un délégué a qualifié « d'un des jours les plus achalandés de l'histoire du processus de la CCNUCC ».

L'ordre du jour chargé de la journée comprenait un certain nombre de groupes informels sur les mécanismes fondés sur les marchés, y compris ceux sur la réforme du Mécanisme de développement propre et de l'Application conjointe, les approches non fondées sur les marchés et le nouveau mécanisme de marché. Ces réunions multiples n'ont pas semblé générer beaucoup de points communs. Alors que certains semblaient désireux de compléter les mécanismes de Kyoto bien connus avec de nouveaux, d'autres demandaient ouvertement « pourquoi établir de nouveaux mécanismes – d'où proviendra la demande? » Certains ont également continué à remettre en question la nécessité même des mécanismes de marché, soulignant plutôt la nécessité de mesures d'atténuation nationales robustes. Le seul accord émergent était que l'obtention de résultats concrets, notamment en matière de nouveaux mécanismes, demanderait du temps.

Les délégués étaient toujours émus par le sort des populations touchées par le typhon Haiyan. Dans le groupe de contact sur les pertes et dommages, les références aux dommages causés dans son pays a ému aux larmes une déléguée des Philippines. Tout au long de la journée, les cercles rouges sont apparus sur les cols de certains participants pour exprimer leur solidarité avec Naderev Saño, le Commissaire aux changements climatiques des Philippines, et pour se joindre à son jeûne volontaire. Un délégué a expliqué que cette manifestation de soutien s'étend au-delà du nombre croissant de représentants de la société civile et même des couloirs de la salle de conférence de la CCNUCC, puisque des individus de partout autour du monde se sont engagés à jeuner dans l'espoir d'un résultat significatif à la CdP 19.